

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Bolivie-Invasion-en-marche>

# **Bolivie : Invasion en marche ?**

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : vendredi 2 décembre 2005

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

Dans l'hypothèse où le Che Guevara se serait trompé dans tout ce qu'il a fait, il y a quelque chose où il a fait mouche : c'est d'apercevoir la Bolivie comme l'axe de la révolution sud-américaine. La petite gauche (libérale) ne l'a pas vu encore clairement et les gouvernements progressistes d'Amérique préfèrent ne pas voir clair. Mais Washington en revanche est clair : "La Bolivie doit être effacée de la carte" (Mark Falcoff, conseiller du vice-président Dick Cheney).

Les noirs d'Haïti et les anciens peuples du haut plateau bolivien dans le sud ont ouvert quelques portes de l'indépendance américaine. L'esprit de l'"illustration" et le républicanisme carton pâte (celui des libertés sans noirs et sans Indien) les ont condamnés à la pauvreté et la misère sans fin, en essayant de les enterrer. Ils n'ont pas pu. Ils ne peuvent pas. Alors interviennent "démocratiquement".

En 2004 Haïti a été l'objet d'une intervention "démocratique". En 2006, et au cas où l'"Indien" Evo Morales gagnerait les élections présidentielles le 18 décembre prochain, la Bolivie ils interviendront "démocratiquement". Mais si les résultats lui étaient défavorables, l'"ingouvernabilité" du pays andin amènerait également à une intervention.

"Désenchantement avec la démocratie", "ingouvernabilité" sont les nouveaux euphémismes que les technocrates utilisent pour discréditer des peuples indomptables qui ont une longue tradition dans des affaires de lutte et rébellion. Un de d'eux, José Miguel Insulza, ex chancelier du Chili et actuel secrétaire général de l'Organisation d'États Américains (OEA), a déjà fait la promotion de l'invasion armée de la Bolivie. Le 24 juin 2004, Insulza a invoqué l'article 20 de la Charte Démocratique de l'OEA. Pour éviter des équivoques ce Monsieur a dit : "Je ne parle pas 'd'intervention' mais 'd'incursion' ".

Propulsé par Washington, le plan d'invasion militaire de la Bolivie a commencé à être planifié en novembre 2003. Quelques semaines après, une réunion de commandants du Brésil, Argentine et Chili a donné forme à la "Force Internationale Combinée" pour exécuter le plan avec le soutien de l'ONU. En principe, le Brésil et l'Argentine ont rejeté le plan. En principe, et seulement en principe.

Dans la région occidentale (haut plateau) les troupes sont composées de soldats chiliens « déguisés » en casques bleus de l'ONU, et de quelques contingents de militaires argentins et brésiliens. Dans la région orientale (Santa Cruz), le mouvement "autonomiste" de la province bolivienne célébrerait l'"incursion" des Marins étasuniens basés au Paraguay.

Dans le haut plateau chilien, attenant avec le bolivien et en étendant son secteur d'action jusqu'aux frontières avec le Pérou, le gouvernement de Santiago renforce, avec de l'artillerie lourde et des troupes d'élite, les campements militaires de Pisiga, Todos Santos, Tambo Quemado y Charaña. Jusqu'à en mars 2004, l'armée Chilienne comptait plus de 30.000 hommes dans la zone.

En juin 2005, au prétexte d'évaluer la situation d'Haïti, le chef du commando sud de l'armée étasunienne s'est réuni avec les commandants en chef d'Argentine, Brésil et Paraguay. Deux mois plus tard commence à fonctionner la base militaire Maréchal Estigarribia en territoire paraguayen : 3.800 mètres de long (nécessaire pour l'atterrissage de bombardiers) seulement à 200 kilomètres de la frontière avec la Bolivie (Lire : [Installation d'une base des Etats Unis au Paraguay](#)).

Les principaux alliés des Etats-Unis en Amérique le Sud, le militarisme et l'oligarchie du Chili paraissent être disposés à jouer le rôle historique tenu dans le passé, quand lors la guerre du Pacifique, ils ont dépouillé à la Bolivie de son littoral maritime (1879) et dans celle des Malouines (1982) où ils ont manoeuvré en faveur de l'Angleterre.

Avec plus de 4% du PIB destiné aux armements (environ 3 milliards de dollars annuels), le Chili est le pays d'Amérique latine qui destine le plus d'argent par habitant aux dépenses militaires.

En 2002, les forces armées du Chili ont conclu un accord avec la compagnie Lockheed Martin des Etats-Unis pour l'achat de 10 bombardiers F-16 armés de missiles Amraam, en payant plus de 600 millions de dollars. En 2004, le gouvernement "socialiste" de Ricardo Lagos a acquis trois frégates type Spruance, navires de guerre avec la capacité de transporter des missiles Tomahawk (qui ont une portée de 1.800 kilomètres) et deux nouveaux sous-marins évalués à 450 millions de dollars.

Selon l'analyste Wilson García, la course à l'armement confirmerait le vieux soupçon que le Chili aspire à accomplir dans la sous-région le même rôle qu'Israël au Moyen Orient. Les avions F-16 sont d'origine étasunienne, mais sont arrivés avec des techniciens et des conseillers israéliens.

Qui serait l' "ennemi" ? Suivant ce raisonnement absurde - observe García - on identifie les peuples indigènes aymaras, quechuas et mapuches comme "les musulmans de l'Amérique du Sud". Dans le cône sud le "libre commerce" a, en effet, des partenaires très "efficaces" et "pragmatiques".

**Traduction de l'espagnol pour El Correo** : Estelle et Carlos Debiasi

[La Jornada](#) Mexique, le mercredi 30 novembre 2005.